

*Questions orales*

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, j'ai le plaisir de dire que les échanges entre les négociateurs, les nôtres et ceux du gouvernement provincial, ont été suffisamment réalistes pour permettre une négociation sur la restructuration de Quebecair et non pas sur la création de Quebecair 2.

\* \* \*

[Traduction]

**LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT**

**LE RISQUE DE PERTES D'EMPLOI DANS UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé du Développement économique. Le 1<sup>er</sup> novembre, j'ai posé une question au ministre à propos de la décision de la société étrangère ou américaine Ayerst de déménager son laboratoire pharmaceutique au New Jersey, ce qui compromet 300 emplois au Canada et risque de faire perdre au Canada environ la moitié de ses laboratoires pharmaceutiques. Il avait dit qu'il s'en occuperait. Ce matin, sept semaines plus tard, on a dit aux travailleurs que le gouvernement fédéral entreprendrait une étude de faisabilité qui pourrait durer deux ou trois mois.

Le ministre peut-il garantir à la Chambre, aujourd'hui ou demain, avant d'ajourner pour les vacances de Noël, que ces 300 emplois seront maintenus au Canada et que ce laboratoire ne sera pas déménagé aux États-Unis à cause des manœuvres d'une société étrangère au Canada?

**L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Madame le Président, je crois la situation plus compliquée que ne l'a décrite le député de Yorkton-Melville. J'étudierai toutefois ses allégations sur ce qu'on a dit aux travailleurs ce matin. En fait, j'ai rencontré certains représentants du laboratoire en question ainsi que ceux d'un autre établissement de la province de Québec qui souhaite intégrer certaines activités du laboratoire Ayerst au sien. Le ministre de l'Expansion économique régionale étudie également la question, si je ne m'abuse, et s'il y a du nouveau, j'en parlerai volontiers au député.

\* \* \*

**LA RECHERCHE ET LE SAUVETAGE**

**L'EXISTENCE DE PLANS D'URGENCE**

**L'hon. Erik Nielsen (Yukon):** Madame le Président, je voudrais poser au ministre de la Défense nationale une question dont je l'ai prévenu il y a quelques minutes. En répondant à la question du député de Saint-Jean-Est, le ministre a-t-il bien dit que des plans d'urgence étaient en place pour permettre aux équipes de recherche et de sauvetage de porter secours aux

victimes des grandes tragédies maritimes, comme le naufrage de la plate-forme pétrolière *Ocean Ranger* au large des côtes de Terre-Neuve en février dernier, qui a fait 84 victimes? Des plans d'urgence sont-ils maintenant en place?

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, je n'ai pas dit qu'ils étaient en place. J'ai dit que le comité interministériel chargé des questions de recherche et de sauvetage, à qui l'on demandait à la conférence de presse ce matin s'il existait des plans d'action en cas de grands désastres maritimes, en avait reconnu la nécessité et déclaré qu'il s'appliquait à en établir de meilleurs que ceux qui existent actuellement. Nous ne disposons pas forcément de plans d'urgence, mais nous avons certains moyens à notre disposition. Dans le cas du *Prinzendam* par exemple, nous avons utilisé tous nos moyens dont nous disposions pour sauver les victimes, et nous y avons réussi. Toutefois, le CIRS estime que ce n'est pas suffisant, et c'est pourquoi il prépare des plans pour accroître nos moyens dans ce domaine.

**M. Nielsen:** Je suis content de l'apprendre, car, comme le sait le ministre, le rapport précise justement que de pareils plans d'urgence sont absolument essentiels.

**LE TEMPS NÉCESSAIRE À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'URGENCE**

**L'hon. Erik Nielsen (Yukon):** Étant donné qu'à 1 heure cet après-midi, à la conférence de presse dont le ministre a parlé, le major-général Manson a confirmé aux journalistes qu'en fait ces mesures d'urgence n'existent pas, et il n'a fait état d'aucune étude en cours pour réaliser ce programme d'urgence, le ministre voudrait-il dire combien de temps il faudra d'ici à ce que ce programme soit prêt à s'appliquer dans le cas de catastrophes majeures comme il s'en reproduira sûrement dans les régions de la côte est et de la côte ouest?

**L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale):** Madame le Président, pour répondre à la question du député du Yukon, je lui dirai que nous avons accepté la plupart des 58 recommandations du rapport Cross comme étant raisonnables et nécessaires. La majorité ont été mises en application au cours des derniers six mois environ.

**M. Nielsen:** Où est le programme d'urgence?

**M. Lamontagne:** Et nous avons l'intention de nous pencher sur celles qui ne sont pas encore en vigueur.

**M. Nielsen:** Quand le programme d'urgence sera-t-il prêt?

**M. Lamontagne:** Le député de Yukon sait bien, madame le Président qu'il est difficile de fixer une limite de temps au sujet d'une recommandation comme celle-là, mais je puis lui assurer que le président et le vice-président de l'équipe interministérielle chargée d'évaluer les opérations de recherche et de sauvetage sont tout à fait conscients de l'importance que peut avoir ce programme dans un cas d'urgence.